

ESPAGNE RÉVOLUTIONNAIRE: 1976!

Poursuivant notre série d'articles sur la révolution espagnole de 1936-1939 et sur le rôle important qu'ont joué les anarchistes de la C.N.T. et de la F.A.I., nous publions aujourd'hui quelques extraits de textes publiés par les militants de cette époque, concernant les réalisations économiques et sociales de la révolution. Nous essaierons dans le prochain numéro de tirer quelques enseignements de cette extraordinaire tentative révolutionnaire, en ayant bien conscience que le sujet ne sera pas épuisé. Enfin, nous en viendrons à la situation présente du mouvement ouvrier espagnol, de la place que tente d'y reconquérir la C.N.T., à travers de nombreuses difficultés et des dangers non négligeables. Mais revenons à 1936.

A la fin de l'été, le journal de langue allemande «*Die Spanische Révolution*» édité à Barcelone, publie l'article suivant qui résume assez bien la situation:

“En Catalogne, les ouvriers et les paysans procèdent eux-mêmes à l'édification d'un nouvel ordre social. Le pays s'achemine vers le socialisme. Ce socialisme n'est pas décrété d'en-haut, il n'est pas le produit de la dictature d'un parti politique. C'est un nouvel ordre social libertaire qui repose sur la collaboration d'organisations économiques autonomes des producteurs et consommateurs du pays. Le socialisme des ouvriers catalans n'est pas un système économique politiquement dirigé suivant le mode autoritaire; il se base sur la coordination des efforts constructifs de syndicats, indépendants de toute contrainte politique. Pour la première fois, nous voyons se réaliser ici la vieille formule de la Première Internationale: L'émancipation des ouvriers par les ouvriers eux-mêmes.

Ce sont les ouvriers et les paysans organisés qui décident librement de la nouvelle constitution sociale de leur pays. Après des journées acharnées dans les rues de Barcelonne, des milliers de prolétaires catalans sont partis aux fronts de la guerre civile dans l'Aragon. Les meilleurs fils de la classe ouvrière catalane sont engagés depuis fin juillet 1936 dans une lutte tenace contre le fascisme, une lutte sanglante pour chaque pouce de terrain. Mais, en même temps, les ouvriers et paysans du pays ont entrepris une œuvre de réorganisation qui n'a pas sa pareille dans l'histoire des luttes sociales modernes. Au mois d'août déjà se réunirent à Barcelone des syndicats de plusieurs centaines de milliers d'ouvriers agricoles et de paysans pour élaborer et fixer les normes de la collectivisation de l'agriculture. Immédiatement après eut lieu le Plénum anarcho-syndicaliste de la reconstruction. Là, les délégués se consultèrent pendant plusieurs jours et plusieurs nuits sur la socialisation de l'industrie. Ces ouvriers discutèrent et décidèrent des problèmes fondamentaux de l'économie catalane, animés de l'esprit de sacrifice le plus grand et pénétrés d'une profonde connaissance des problèmes qu'ils avaient à résoudre.

Une vue d'ensemble des conférences tenues par les organisations anarcho-syndicalistes à Barcelone de juillet à octobre laisse apercevoir clairement la ligne du développement du mouvement révolutionnaire en Catalogne. De la lutte défensive contre le fascisme, menée en commun depuis des mois par la classe ouvrière et la bourgeoisie de gauche, se dégage un courant de renouvellement social qui est caractérisé par les tendances d'un socialisme constructif syndicaliste. Il repousse de plus en plus aussi les vieilles formes politiques de la démocratie bourgeoise et les remplace enfin par des nouveaux organes des producteurs et des consommateurs, prenant naissance à la base, administrant par eux-mêmes leurs affaires sociales, politiques et culturelles et organisant la défense de la révolution. Cette tendance, clairement visible en Catalogne, se répand dans d'autres régions d'Espagne et influence déjà fortement toute la région de Valence”.

La révolution ouvrière et paysanne est donc en marche, mais l'état, plus qu'ébranlé dans les premières journées révolutionnaires se restructure rapidement, et deux forces s'affronteront en Espagne dans le camp antifasciste: les révolutionnaires et les tenants de l'ordre républicain et étatique, défenseurs de la propriété privée des moyens de production.

Le quotidien officiel de nos camarades «C.N.T.», de Madrid pose ainsi le problème en octobre 1936.

«Le Ministère espagnol de l'Agriculture a promulgué un décret suivant lequel toutes les terres appartenant à des personnes compromises dans le mouvement fasciste doivent être étatisées. Comme tant de fois déjà, l'Etat suit en boitant les faits sociaux.

Les travailleurs agricoles espagnols n'ont pas attendu la solution par décret de cet important problème, ils ont précédé le gouvernement et partout où le putsch fasciste a été abattu, mais aussi là où il n'avait pas éclaté, ils ont occupé les terres et ont fait la révolution à la base. Les travailleurs agricoles donnent les preuves d'une compréhension claire des nécessités du problème agraire, ils sont mieux orientés que l'Etat. Sans aucune différenciation, ils exproprièrent tous les grands propriétaires fonciers. La justice sociale, la nécessité d'en finir avec le féodalisme en Espagne, les ont conduits dans cette voie. La socialisation de la terre par les travailleurs eux-mêmes est la seule solution viable. Si la socialisation de la terre ne s'était étendue qu'aux putschistes à punir, cela n'aurait nullement abouti à la solution des problèmes agraires.

Les pouvoirs publics doivent comprendre que le 19 juillet a brisé définitivement la continuité de la légalité démocratique. Les privilèges de l'ancien ordre social sont prescrits, une nouvelle vie germe. Les syndicats des travailleurs agricoles ont collectivisé la terre et la production, et voici que le gouvernement déclare que la terre doit être expropriée en faveur de l'Etat. Cela constitue une méconnaissance de la volonté révolutionnaire des masses. En Catalogne et dans le Levant ont eu lieu déjà des congrès de syndicats agricoles. Des conférences régionales de tels syndicats se sont tenues dans d'autres districts de l'Espagne, même dans la Castille social-démocrate. Dans plusieurs de ces conférences, l'U.G.T. socialiste fut représentée parce qu'elle aussi perçoit clairement la nécessité du moment. Toujours le mot d'ordre se fit entendre: "Socialisation de la terre par et pour les travailleurs! Socialisation et non étatisation! Prise en charge de la production par les organisations de classe des ouvriers!". C'est là le but final logique du mouvement ouvrier, de la C.N.T. comme de l'U.G.T. Si on le repoussait, il ne vaudrait même pas la peine d'édifier des syndicats. Les organisations ouvrières et paysannes ont le but d'administrer la production.

Le moment est venu de faire preuve de leurs capacités. Les syndicats portent toute la responsabilité de la reconstruction sociale, les gouvernants devraient le comprendre.

La révolution a créé ses propres organes d'expression. Ces organes reflètent les nécessités de la lutte et de la reconstruction. Toute étape historique a ses formes d'expression propres, trouvant les institutions correspondantes à ses besoins. Il s'agit de reconnaître la direction dans laquelle le peuple avance pour modeler les destinées de la nouvelle Espagne. L'Etat doit reconnaître ce qui se fait sur les terres espagnoles. Si les organisations des ouvriers agricoles socialisent la terre et la production, il n'a qu'à sanctionner cette mesure».

«Double pouvoir» a-t-on dit! Passons sur le mot «pouvoir» et constatons qu'en fait il y eut pendant plusieurs mois effectivement, existant parallèlement l'Etat démocratique et les organismes mis en place par les révolutionnaires. Le seul intérêt commun qu'ils avaient, c'était la lutte armée contre le franquisme. Ce qui n'est pas rien certes ! Mais ce qui ne peut laisser aucun doute sur les intentions de tout état bourgeois, fut-il démocratique.

Jo. SALAMERO.

Précisions. J'ai indiqué dans le numéro 17 de l'«A.S.», que l'ouvrage sur la révolution espagnole faisait cruellement défaut en langue française. Il en existe néanmoins quelques-uns, par exemple «*Espagne Libertaire*», de Gaston Leval. Mais l'ouvrage, à mon avis, essentiel est celui de José Peirats «*La C.N.T. en la révolution espagnole*», non encore traduit en français, malgré une tentative avortée d'un groupe de camarades il y a quelques années. C'est à cette carence que je faisais allusion.
